



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.966/4
du 19 février 2020

advies 66.966/4
van 19 februari 2020

sur

over

des amendements à une
proposition de loi 'modifiant la
loi du 15 décembre 1980 sur
l'accès au territoire, le séjour,
l'établissement et
l'éloignement des étrangers en
ce qui concerne la
réglementation relative au
regroupement familial'

amendementen bij een
wetsvoorstel 'tot wijziging van
de wet van 15 december 1980
betreffende de toegang tot het
grondgebied, het verblijf, de
vestiging en de verwijdering
van vreemdelingen wat de
reglementering omtrent de
gezinshereniging betreft'

Le 28 janvier 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur des amendements à une proposition de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne la réglementation relative au regroupement familial', déposés par M. FRANKEN et consorts, Mme LANJRI et M. DEMON (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-0574/003).

Les amendements ont été examinés par la quatrième chambre le 19 février 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 février 2020.

*

Op 28 januari 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over amendementen bij een wetsvoorstel 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat de reglementering omtrent de gezinshereniging betreft', ingediend door de heer FRANKEN c.s., mevrouw LANJRI en de heer DEMON (*Parl.St.*, Kamer, 2019-20, nr. 55-0574/003).

De amendementen zijn door de vierde kamer onderzocht op 19 februari 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 februari 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique des amendements[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les amendements appellent les observations suivantes.

AMENDEMENTS N° 1 ET N° 4

L'amendement n° 1 entend « harmoniser la formulation de l'article 10, § 5, alinéa 2, et de l'article 40ter, § 2, alinéa 2, 1^o, en ce qui concerne les moyens dont il n'est pas tenu compte pour évaluer la suffisance des moyens de subsistance » et, pour ce faire, propose d'exclure les « moyens provenant des régimes d'assistance complémentaire, des allocations familiales, des allocations d'insertion professionnelle et des allocations de transition [...] ».

À cette fin, l'amendement n° 4, par le biais de l'insertion d'un article 6 dans la proposition de loi, intègre la même énumération des ressources dont il n'est pas tenu compte pour l'évaluation des moyens de subsistance à l'article 40ter, § 2, alinéa 2, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

La notion de « régime d'assistance complémentaire », en particulier, ne figurait plus à l'article 40ter, § 2, alinéa 2, 1^o, précité depuis que cette disposition avait été modifiée par l'article 18 de la loi du 4 mai 2016 'portant des dispositions diverses en matière d'asile et de migration et modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers'.

Par cette réintégration de la notion de « régime d'assistance complémentaire » à l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, les auteurs des amendements considèrent notamment, dans la justification des deux amendements à l'examen, que la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) et les allocations aux personnes handicapées (en particulier l'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration) ne doivent pas être pris en compte pour l'évaluation des moyens de subsistance.

Ils s'appuient, à cet égard, sur un arrêt de la section du contentieux administratif du Conseil d'État n° 232.033 du 12 août 2015.

[‡] S'agissant d'amendements à une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

L'attention des auteurs des amendements est toutefois attirée sur le fait que, dans sa jurisprudence la plus récente, et nonobstant la disparition de la notion de « régime d'assistance complémentaire » en 2016, le Conseil d'État a considéré ce qui suit :

« [...] le législateur n'a donc pas entendu modifier la condition relative aux revenus dont doit disposer le regroupant belge, telle qu'elle résulte de la loi du 8 juillet 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial.

Quelle que soit la version envisagée, il ne se déduit pas clairement des termes de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 que le législateur ait entendu exclure ou, au contraire, inclure les allocations pour handicapés dans le calcul des moyens de subsistance dont doit disposer le regroupant belge. En revanche, il ressort manifestement des travaux préparatoires relatifs à la loi précitée du 8 juillet 2011 que la volonté du législateur était de 'soumettre les Belges souhaitant le regroupement familial aux mêmes conditions que les étrangers non-européens'. Les amendements n° 162 et n° 169, qui sont devenus les articles 10 et 40ter de la loi du 15 décembre 1980, ont été déposés en même temps et ont fait l'objet d'une justification unique. Il résulte explicitement de cette justification que les allocations pour handicapés ne font pas partie des moyens de subsistance dont il n'est pas tenu compte.

Cette intention du législateur a été confirmée par l'État belge, dans l'affaire dont question dans l'arrêt n° 121/2013 du 26 septembre 2013 de la Cour constitutionnelle. Il a en effet indiqué, concernant la portée de l'article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980 relatif au regroupement familial pour les membres de la famille d'un ressortissant d'un État tiers, que '[l]es allocations des handicapés et les pensions des personnes âgées sont prises en considération pour le calcul des revenus du regroupant' (point A.9.9.2.a), sous c), p. 17).

Rien n'indique qu'en adoptant la loi du 4 mai 2016 précitée, le législateur n'aurait pas entendu maintenir, 'dans un souci d'humanité' (*Doc.parl.*, Chambre, sess. ord., 2010-2011, n° 53-443/18, p. 9), les allocations pour handicapés parmi les moyens de subsistance qui peuvent être pris en considération.

12. Par conséquent, le premier juge a correctement interprété l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 précitée, en considérant que les allocations aux personnes handicapées ne sont pas exclues des revenus pouvant être pris en considération pour le calcul des moyens de subsistance dont dispose le regroupant belge » ¹.

En revanche, en ce qui concerne la GRAPA, le Conseil d'État a estimé qu'elle

« correspond à une aide financière visant à garantir un revenu minimum aux personnes âgées [et] doit dès lors être qualifiée de prestation d'aide sociale. Elle ne correspond pas à un régime de pension pour personnes âgées mais bien à une aide financière accordée par les pouvoirs publics aux personnes âgées d'au moins 65 ans quand leurs moyens de subsistance personnels sont insuffisants. Une telle aide, qui relève d'un régime d'assistance complémentaire, correspond dès lors à une aide sociale financière et ne peut, conformément au prescrit de l'article 40ter, § 2, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 être prise en compte dans le calcul des revenus du regroupant belge » ².

¹ C.E. (11^e ch.), 7 novembre 2019, n° 246.019, X.

² C.E. (11^e ch.), 16 juillet 2019, n° 245.187, X.

AMENDEMENT N° 2

1. Dans un premier temps, l'amendement opère un renversement de la charge de la preuve, en prévoyant que le demandeur visé à l'article 10ter, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 doit prouver quels moyens de subsistance sont nécessaires au regroupant pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille sans devenir une charge pour les pouvoirs publics. Il s'agit ici, d'après la justification de l'amendement à l'examen, d'éviter que l'Office des étrangers doive systématiquement interroger les personnes concernées lorsque le critère « moyens de subsistance suffisants » n'est pas rempli ³.

L'attention des auteurs de l'amendement est attirée sur le fait que lorsqu'il s'agit pour l'autorité d'adopter une décision après avoir été saisie d'une demande visant à la reconnaissance d'un droit dont le demandeur connaissait à l'avance les conditions légales d'octroi, le droit à être entendu est garanti suffisamment par la possibilité qu'a l'administré de faire connaître ses arguments de manière utile et effective lorsqu'il soumet sa demande à l'administration. L'autorité devra cependant laisser au demandeur la possibilité d'exprimer son point de vue si elle envisage de se fonder sur des éléments liés à sa situation financière que l'administré ne pouvait pas connaître lorsqu'il a formé sa demande ⁴.

2. Dans un second temps, l'amendement abroge l'article 10ter, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, lequel impose à l'autorité administrative de délivrer l'autorisation de séjour sollicitée à l'expiration d'un délai de neuf mois suivant la date du dépôt de la demande, le cas échéant prolongé, si aucune décision n'est prise.

Les auteurs de l'amendement citent deux arrêts récents de la Cour de justice de l'Union européenne qui condamnent le mécanisme de l'acceptation implicite des demandes de regroupement familial, dont seul le second est relevant au regard du dispositif proposé, à savoir l'arrêt *X. c. État belge* du 20 novembre 2019 ⁵.

Cet arrêt considère ce qui suit :

« 23 À cet égard, il ressort de l'article 5, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2003/86 que la décision concernant la demande de regroupement familial doit intervenir dès que possible, et en tout état de cause, au plus tard à l'expiration d'un délai de neuf mois courant à compter de la date du dépôt de cette demande auprès des autorités nationales compétentes de l'État membre concerné.

24 Conformément à l'article 5, paragraphe 4, troisième alinéa, seconde phrase, de la directive 2003/86, toute conséquence de l'absence de décision concernant la demande de regroupement familial à l'expiration de ce délai doit être réglée par la législation nationale de l'État membre concerné.

³ Il est à noter que l'attention des praticiens avait déjà été attirée sur la nécessité de fournir d'emblée à l'autorité un tableau reprenant les ressources nécessaires et les preuves des charges de la famille (Voir CCE, 20 décembre 2017, n° 196.890, cité par M. STERKENDRIES, « Les moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants dans le regroupement familial : la quête du Graal ? », Newsletter n° 145 de l'ADDE, septembre 2018, consultable à l'adresse suivante : <http://www.adde.be/publications/newsletter-juridique>).

⁴ En ce sens, C.E. (11^e ch.), 26 février 2019, n° 243.807, X.

⁵ C.J., arrêt *X. c. État belge*, 20 novembre 2019, C-706/18, ECLI:EU:C:2019:993.

25 En l'occurrence, il ressort de la décision de renvoi que la réglementation nationale en cause au principal prévoit un régime d'acceptation implicite, selon lequel l'absence de décision concernant la demande de regroupement familial à l'expiration d'un délai de six mois courant à compter de la date du dépôt de cette demande entraîne, sans exception, la délivrance automatique d'un titre de séjour au demandeur.

26 Or, si le droit de l'Union ne s'oppose nullement à ce que les États membres établissent des régimes d'acceptation ou d'autorisation implicite, encore faut-il que de tels régimes ne portent pas atteinte à l'effet utile du droit de l'Union (arrêt du 27 juin 2018, *Diallo*, C-246/17, EU:C:2018:499, point 46).

[...]

34 Il résulte de ces considérations que les autorités nationales compétentes sont tenues, avant d'autoriser le regroupement familial au titre de la directive 2003/86, de constater l'existence des liens familiaux pertinents entre le regroupant et le ressortissant de pays tiers en faveur duquel est introduite la demande de regroupement familial.

35 Dans ces conditions, lesdites autorités ne sauraient délivrer un titre de séjour fondé sur la directive 2003/86 à un ressortissant de pays tiers qui ne remplirait pas les conditions fixées par celle-ci pour son attribution (voir, par analogie, arrêt du 27 juin 2018, *Diallo*, C-246/17, EU:C:2018:499, point 50).

36 Or, en l'occurrence, ainsi qu'il ressort des points 17 et 25 du présent arrêt, en vertu de la réglementation nationale en cause au principal, les autorités nationales compétentes sont tenues de délivrer, sans exception, un titre de séjour fondé sur la directive 2003/86 au demandeur du regroupement familial à l'expiration d'un délai de six mois courant à compter de la date du dépôt de la demande de celui-ci, alors même qu'il n'aurait pas été constaté au préalable que le demandeur remplissait effectivement les conditions prévues dans la directive 2003/86 pour en bénéficier.

37 Une telle réglementation, en ce qu'elle permet la délivrance d'un titre de séjour fondé sur la directive 2003/86 à une personne qui ne remplit pas les conditions pour l'obtenir, porte atteinte à l'effet utile de cette directive et est contraire aux objectifs de celle-ci.

38 Eu égard à l'ensemble des considérations qui précèdent, il y a lieu de répondre à la question posée que la directive 2003/86 doit être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à une réglementation nationale en vertu de laquelle, en l'absence d'adoption d'une décision à l'expiration d'un délai de six mois courant à compter de la date du dépôt de la demande de regroupement familial, les autorités nationales compétentes doivent délivrer d'office un titre de séjour au demandeur, sans devoir nécessairement constater, au préalable, que ce dernier remplit effectivement les conditions pour séjourner dans l'État membre d'accueil conformément au droit de l'Union ».

Il se déduit de ce qui précède que si les auteurs de l'amendement sont fondés, conformément à l'article 5, paragraphe 4, alinéa 3, de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 'relative au droit au regroupement familial', à abroger le mécanisme imposant la délivrance d'un titre de séjour si aucune décision n'est prise au terme du délai accordé à l'autorité, ils ne peuvent par contre, sans violer cette disposition, se dispenser de régler les conséquences d'une telle abstention sur la situation administrative du demandeur.

AMENDEMENTS N° 3 ET N° 5 À N° 11

Il est renvoyé aux observations faites sous l'amendement n° 2.

AMENDEMENT N° 14

L'amendement dispose qu'en cas d'absence de décision à l'expiration du délai prévu à l'article 10^{ter}, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, « le demandeur en est informé par écrit par voie de notification motivée ».

Une telle précision ne suffit pas à satisfaire à l'exigence prévue à l'article 5, paragraphe 4, alinéa 3, de la directive 2003/86/CE, laquelle doit être entendue comme imposant à l'État membre de prévoir toute conséquence sur la situation administrative du demandeur du non-respect du délai laissé à l'autorité pour prendre une décision.

En l'état, l'amendement à l'examen n'est donc pas conforme à la directive 2003/86/CE.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de amendementen,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geven de amendementen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

AMENDEMENTEN NRS. 1 EN 4

Amendement nr. 1 strekt ertoe “de formulering van artikel 10, § 5, tweede lid en artikel 40ter, § 2, tweede lid, 1°, voor wat betreft de middelen die niet in aanmerking worden genomen bij de beoordeling van de toereikendheid van de bestaansmiddelen op elkaar [af te stemmen]” en stelt daartoe voor “de bestaansmiddelen die afkomstig zijn uit de aanvullende bijstandsstelsels, de gezinsbijslagen, de inschakelingsuitkeringen en de overbruggingsuitkeringen (...)” niet in aanmerking te nemen.

Te dien einde neemt amendement nr. 4, door het invoegen van een artikel 6 in het wetsvoorstel, in artikel 40ter, § 2, tweede lid, 1°, van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ dezelfde opsomming op van de middelen die niet in aanmerking genomen worden voor het beoordelen van de bestaansmiddelen.

Meer bepaald het begrip “aanvullend bijstandsstelsel” kwam niet meer voor in het voornoemde artikel 40ter, § 2, tweede lid, 1°, sinds de wijziging van die bepaling bij artikel 18 van de wet van 4 mei 2016 ‘houdende diverse bepalingen inzake asiel en migratie en tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen’.

Door het begrip “aanvullend bijstandsstelsel” aldus opnieuw in artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 op te nemen, gaan de indieners van de amendementen er in de verantwoording van de twee voorliggende amendementen meer bepaald van uit dat de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) en de tegemoetkomingen voor personen met een handicap (in het bijzonder de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming) niet in aanmerking genomen moeten worden voor het beoordelen van de bestaansmiddelen.

Ze steunen zich in dat verband op arrest nr. 232.033 van 12 augustus 2015 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

[‡] Aangezien het gaat om amendementen op een voorstel van wet, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

De indieners van de amendementen worden er evenwel op gewezen dat de Raad van State in zijn meest recente rechtspraak en niettegenstaande het verdwijnen van het begrip “aanvullend bijstandsstelsel” in 2016, het volgende geoordeeld heeft:

“(…) le législateur n’a donc pas entendu modifier la condition relative aux revenus dont doit disposer le regroupant belge, telle qu’elle résulte de la loi du 8 juillet 2011 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l’accès au territoire, le séjour, l’établissement et l’éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial.

Quelle que soit la version envisagée, il ne se déduit pas clairement des termes de l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 que le législateur ait entendu exclure ou, au contraire, inclure les allocations pour handicapés dans le calcul des moyens de subsistance dont doit disposer le regroupant belge. En revanche, il ressort manifestement des travaux préparatoires relatifs à la loi précitée du 8 juillet 2011 que la volonté du législateur était de ‘soumettre les Belges souhaitant le regroupement familial aux mêmes conditions que les étrangers non-européens’. Les amendements n° 162 et n° 169, qui sont devenus les articles 10 et 40ter de la loi du 15 décembre 1980, ont été déposés en même temps et ont fait l’objet d’une justification unique. Il résulte explicitement de cette justification que les allocations pour handicapés ne font pas partie des moyens de subsistance dont il n’est pas tenu compte.

Cette intention du législateur a été confirmée par l’État belge, dans l’affaire dont question dans l’arrêt n° 121/2013 du 26 septembre 2013 de la Cour constitutionnelle. Il a en effet indiqué, concernant la portée de l’article 10, § 5, de la loi du 15 décembre 1980 relatif au regroupement familial pour les membres de la famille d’un ressortissant d’un État tiers, que ‘[l]es allocations des handicapés et les pensions des personnes âgées sont prises en considération pour le calcul des revenus du regroupant’ (point A.9.9.2.a), sous c), p. 17).

Rien n’indique qu’en adoptant la loi du 4 mai 2016 précitée, le législateur n’aurait pas entendu maintenir, ‘dans un souci d’humanité’ (*Doc.parl.*, Chambre, sess. ord., 2010-2011, n° 53-443/18, p. 9), les allocations pour handicapés parmi les moyens de subsistance qui peuvent être pris en considération.

12. Par conséquent, le premier juge a correctement interprété l’article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 précitée, en considérant que les allocations aux personnes handicapées ne sont pas exclues des revenus pouvant être pris en considération pour le calcul des moyens de subsistance dont dispose le regroupant belge.”¹

Wat evenwel de IGO betreft, heeft de Raad van State geoordeeld dat ze

“correspond à une aide financière visant à garantir un revenu minimum aux personnes âgées [et] doit dès lors être qualifiée de prestation d’aide sociale. Elle ne correspond pas à un régime de pension pour personnes âgées mais bien à une aide financière accordée par les pouvoirs publics aux personnes âgées d’au moins 65 ans quand leurs moyens de subsistance personnels sont insuffisants. Une telle aide, qui relève d’un régime d’assistance complémentaire, correspond dès lors à une aide sociale financière et

¹ RvS (11e k.) 7 november 2019, nr. 246.019, X.

ne peut, conformément au prescrit de l'article 40^{ter}, § 2, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 être prise en compte dans le calcul des revenus du regroupant belge.”²

AMENDEMENT NR. 2

1. In eerste instantie zorgt het amendement voor een omkering van de bewijslast door te bepalen dat de aanvrager bedoeld in artikel 10^{ter}, § 2, van de wet van 15 december 1980 moet bewijzen welke bestaansmiddelen de gezinshereniger nodig heeft om in zijn behoeften en in die van zijn familie te voorzien zonder ten laste te vallen van de openbare overheden. Volgens de verantwoording van het voorliggende amendement is het de bedoeling te vermijden dat de Dienst Vreemdelingenzaken de betrokken personen systematisch moet “bevragen (...) indien niet is voldaan aan de voorwaarde van toereikende bestaansmiddelen”.³

De aandacht van de indieners van het amendement wordt gevestigd op het feit dat, wanneer het de bedoeling is van de overheid om een beslissing te nemen na het ontvangen van een aanvraag tot erkenning van een recht waarbij de aanvrager van tevoren wist wat de wettelijke toekenningsvoorwaarden ervan waren, het recht om gehoord te worden voldoende gewaarborgd wordt door de mogelijkheid van de onderdaan om naar behoren en daadwerkelijk kennis te geven van zijn argumenten wanneer hij zijn aanvraag indient bij de administratie. De overheid zal aan de aanvrager evenwel de mogelijkheid moeten laten om zijn standpunt te kennen te geven, indien ze overweegt om zich te baseren op gegevens die verband houden met zijn financiële toestand en waarvan de onderdaan geen weet kon hebben wanneer hij zijn aanvraag ingediend heeft.⁴

2. In tweede instantie heft het amendement artikel 10^{ter}, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980 op, dat de administratieve overheid verplicht de gevraagde machtiging tot verblijf te verstrekken na het verstrijken van de eventueel verlengde termijn van negen maanden volgend op de datum waarop de aanvraag werd ingediend, indien geen enkele beslissing getroffen werd.

De indieners van het amendement vermelden twee recente arresten van het Hof van Justitie van de Europese Unie waarin de regeling van de impliciete aanvaarding van de aanvragen tot gezinshereniging veroordeeld wordt. In het licht van de voorgestelde regeling is enkel het tweede arrest relevant, namelijk het arrest *X. v. Belgische Staat* van 20 november 2019.⁵

² RvS (11e k.) 16 juli 2019, nr. 245.187, X.

³ Er moet op gewezen worden dat de aandacht van de practici reeds gevestigd werd op de noodzaak om aan de overheid dadelijk een tabel te bezorgen met de benodigde middelen en met de bewijzen van de gezinslasten (Zie RvV 20 december 2017, nr. 196.890, geciteerd door M. STERKENDRIES, “Les moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants dans le regroupement familial: la quête du Graal?”, Newsletter nr. 145 van de ADDE, september 2018, te raadplegen op het volgende adres: <http://www.adde.be/publications/newsletter-juridique>).

⁴ Zie in die zin RvS (11e k.) 26 februari 2019, nr. 243.807, X.

⁵ HvJ 20 november 2019, *X. v. Belgische Staat*, C-706/18, ECLI:EU:C:2019:993.

In dat arrest wordt het volgende geoordeeld:

“23 In dat verband volgt uit artikel 5, lid 4, eerste alinea, van richtlijn 2003/86 dat de beslissing inzake het verzoek tot gezinshereniging zo spoedig mogelijk, maar uiterlijk negen maanden na de datum van indiening van dat verzoek bij de bevoegde nationale autoriteiten van de betrokken lidstaat, moet worden genomen.

24 Overeenkomstig artikel 5, lid 4, derde alinea, tweede volzin, van richtlijn 2003/86, moeten gevolgen van het uitblijven van een beslissing inzake het verzoek tot gezinshereniging bij het verstrijken van die termijn bij de nationale wetgeving van de betrokken lidstaat worden geregeld.

25 *In casu* blijkt uit de verwijzingsbeslissing dat de in het hoofdgeding aan de orde zijnde nationale regeling voorziet in een systeem van impliciete aanvaarding, volgens hetwelk het uitblijven van een beslissing op het verzoek tot gezinshereniging bij het verstrijken van een termijn van zes maanden na de indiening van dat verzoek zonder uitzondering de automatische afgifte van een verblijfstitel aan de indiener van het verzoek meebrengt.

26 Het Unierecht verzet zich er weliswaar niet tegen dat de lidstaten regelingen tot stilzwijgende goedkeuring of toestemming invoeren, maar die regelingen mogen geen afbreuk doen aan de nuttige werking van het Unierecht (arrest van 27 juni 2018, *Diallo*, C-246/17, EU:C:2018:499, punt 46).

(...)

34 Uit deze overwegingen volgt dat de bevoegde nationale autoriteiten, alvorens gezinshereniging krachtens richtlijn 2003/86 toe te staan, moeten vaststellen of er relevante gezinsbanden bestaan tussen de gezinshereniger en de onderdaan van een derde land ten gunste van wie het verzoek tot gezinshereniging wordt ingediend.

35 In die omstandigheden mogen die autoriteiten dus geen verblijfstitel afgeven op grond van richtlijn 2003/86 aan een onderdaan van een derde land die niet voldoet aan de voorwaarden die de richtlijn voor die afgifte stelt (zie naar analogie arrest van 27 juni 2018, *Diallo*, C-246/17, EU:C:2018:499, punt 50).

36 *In casu* blijkt echter uit de punten 17 en 25 van het onderhavige arrest dat de bevoegde nationale autoriteiten krachtens de in het hoofdgeding aan de orde zijnde nationale regeling personen die om gezinshereniging verzoeken zonder uitzondering een op richtlijn 2003/86 gebaseerde verblijfstitel moeten afgeven bij het verstrijken van een termijn van zes maanden na de indiening van hun verzoek, ook al is niet eerst vastgesteld dat zij daadwerkelijk voldoen aan de in richtlijn 2003/86 gestelde voorwaarden voor het recht op gezinshereniging.

37 Omdat een dergelijke regeling toestaat dat een op richtlijn 2003/86 gebaseerde verblijfstitel wordt afgegeven aan een persoon die niet voldoet aan de voorwaarden om deze te verkrijgen, ondermijnt zij de doeltreffendheid van deze richtlijn en is zij in strijd met de doelstellingen ervan.

38 Gelet op een en ander moet op de gestelde vraag worden geantwoord dat richtlijn 2003/86 aldus moet worden uitgelegd dat zij zich verzet tegen een nationale regeling op grond waarvan de bevoegde nationale autoriteiten, wanneer binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van indiening van het verzoek tot gezinshereniging geen beslissing is genomen, ambtshalve een verblijfstitel moeten afgeven aan de indiener van het verzoek, zonder dat zij noodzakelijkerwijs eerst moeten vaststellen dat deze daadwerkelijk voldoet aan de voorwaarden om in overeenstemming met het Unierecht in de lidstaat te verblijven.”

Uit hetgeen voorafgaat volgt dat, hoewel de indieners van het amendement overeenkomstig artikel 5, lid 4, derde alinea, van richtlijn 2003/86/EG van de Raad van 22 september 2003 ‘inzake het recht op gezinshereniging’ gerechtigd zijn om de regeling op te heffen waarbij een verblijfstitel afgegeven moet worden indien na het verstrijken van de aan de overheid toegekende termijn geen enkele beslissing genomen wordt, ze zonder die bepaling te schenden evenwel niet kunnen nalaten de gevolgen te regelen die het uitblijven van een beslissing heeft voor de administratieve situatie van de aanvrager.

AMENDEMENT NR. 3 EN NRS. 5 TOT 11

Er wordt verwezen naar de opmerkingen bij amendement nr. 2.

AMENDEMENT NR. 14

Het amendement stelt dat, ingeval een beslissing uitblijft bij het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 10ter, § 2, vierde lid, van de wet van 15 december 1980, “de aanvrager hiervan schriftelijk op de hoogte [wordt] gebracht via een met redenen omklede kennisgeving”.

Een dergelijke precisering volstaat niet om te voldoen aan het vereiste gesteld in artikel 5, lid 4, derde alinea, van richtlijn 2003/86/EG, dat aldus begrepen dient te worden dat de lidstaat elk gevolg voor de administratieve situatie van de aanvrager moet voorzien ingeval de overheid de haar toegekende termijn om een beslissing te nemen niet naleeft.

Zoals het voorliggende amendement thans gesteld is, is het dan ook niet in overeenstemming met richtlijn 2003/86/EG.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET